



**Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres du Comité,**

Madame l'Inspectrice, c'est dans un contexte politique et social fortement dégradé que nous nous retrouvons cette année pour traiter des opérations de carte scolaire. Emploi, protection sociale, salaires, nous sommes tous touchés de près dans notre vie professionnelle ou notre vie privée. Nous, enseignants, n'échappons pas à cette dégradation de nos conditions de vie avec notamment un déclassement salarial sans précédent. Nous sommes à la remorque des pays européens, loin derrière l'Allemagne, la Belgique ou l'Espagne, avec 17 % de moins que la moyenne européenne. Ah, il y a les grecs derrière nous... Quel bel exemple de sacrifice d'un peuple saigné sur l'autel de la rentabilité financière...

Dans le même temps, injonctions, pressions hiérarchiques, alourdissement des tâches parfois inutiles avec de moins en moins de temps et l'absence de formation pour répondre efficacement à ce qui fait le cœur de notre métier : enseigner.

La carte scolaire, dans ce contexte, est un moment important pour notre profession et au-delà pour l'ensemble des citoyens d'un territoire. Aussi, au risque de surprendre personne, nous sommes sceptiques et inquiets quant aux opérations de restructuration du tissu scolaire, nous sommes opposés aux fusions d'écoles à tout va. Quant à la dotation de 4 postes, même en regard de la situation démographique, elle est bien loin de couvrir tous les besoins, en terme de restauration des RASED, de PMQC et autres dispositifs innovants. Elle est bien insuffisante aussi pour générer ce que nous demandons instamment avec nos collègues à savoir la baisse significative des effectifs dans les classes. Nous rappelons nos mandats : pas plus de 25 élèves par classe (ce qui est déjà pas mal) avec un maximum de 20 en éducation prioritaire et dans les classes à multiple-niveaux, et 15 en petite section et toute petite section.

Pour unique réponse, nous avons pour notre département, une convention sur le tissu scolaire, convention et moratoire qui à court et moyen termes ne répondent ni aux besoins éducatifs et pédagogiques, ni aux besoins des territoires concernés. Nous ne sommes pas dupes, nous savons que cette logique conduira inexorablement à d'autres fermetures de classes, d'autres fermetures d'écoles et à une offre éducative un peu plus disséminée encore. Quant aux fusions d'écoles, elles ne sont bien trop souvent que le moyen de faire de la GRH (gestion des ressources humaines pour les non initiés) comme vous le dites. Ce terme, assez peu valorisant pour nos collègues n'existait pas dans notre institution il y a quelques années de cela. Le libéralisme a bien fait son travail... Ressources minières, ressources naturelles, ressources halieutiques, et aussi ressources humaines... Tout s'exploite dans ce monde moderne !

Bref, nous allons faire notre travail sur cette carte scolaire, défendre les écoles, nous opposer aux fermetures, demander plus d'ouvertures que vous ne le proposez avec au final une carte scolaire sans ambition qui ne répondra ni aux besoins des collectivités, ni aux besoins des familles, ni aux besoins des enseignants et encore moins aux besoins des élèves.

A la FSU, nous sommes porteurs collectivement d'un projet de transformation sociale et de progrès humain à l'opposé de ce projet de loi cassant un peu plus encore le code du travail, texte que nous allons combattre ardemment aux côtés des salariés, des étudiants, des lycéens et des retraités. Nous participerons à la construction de toutes les mobilisations nécessaires visant à contrer la politique libérale et sécuritaire imposée aux citoyens de notre pays.

Alors non ! Nous ne sommes ni irresponsables, ni de doux utopistes ! Faire le choix d'une autre politique avec notamment l'investissement dans l'école, c'est faire le choix d'une société plus juste, plus égalitaire et surtout plus émancipatrice pour les citoyens de demain ! Eduquer pour libérer les consciences et combattre l'obscurantisme, nous en avons bien besoin. Nous le rappellerons aux élus et aux parents lors du CDEN.

Les représentants de la FSU